

Avril 2021 - Xavier Raufer

## TERRORISME : quand la Macronie patauge...

Encore une policière (administrative) égorgée à Rambouillet, au cri de *Allahou Akbar* (Dieu est le plus grand). Sur le champ, embraye une routine où chacun connaît son rôle : le président de la République lance un martial, "on ne lâche rien" et reçoit des victimes. L'antiterrorisme coffre des proches de l'assassin, bientôt élargis. Une loi opportune arrive sur le tapis, montrant que l'État de droit fait son boulot. Parenthèse : depuis novembre 2015 (Bataclan...), lois, décrets, questions prioritaires de constitutionnalité... on approche (sur cinq années pleines...) d'une vingtaine de ces textes de circonstance.

Mais voilà encore une policière égorgée.

Peut-on questionner cette persistance terroriste désormais rare en Europe ? Le sérieux du présent combat antiterroriste... la compétence de ceux au sommet qui l'animent ? Non : *illico*, quelque ministre vous traite de "vautour" ou vous accuse de "récupération".

Tentons cependant l'exercice en débutant par le sommet.

Banalité : la Ve république est une monarchie bancaire. La vision du président, ses réflexes et réticences, sont décortiqués par la *nomenklatura*, préfets, directeurs d'administration : tous savent que leur sort dépend du souverain plaisir. Dès 2017, l'élite courtisane comprend que le régalien n'est pas trop le truc du nouveau monarque... Que dans sa tête, M. Macron est un banquier d'affaires, dont le monde fluctue de la City de Londres à Wall Street. Tous lieux de puissance (avec Davos en haut-parleur) prenant l'État-nation pour la pénible survivance de siècles obscurs, avant qu'émergent les GAFAM et la *Silicon Valley*.

État-nation où bien sûr, s'exerce le régalien dont il est la raison d'être.

Faut-il de cela une preuve ? L'affaire Benalla la fournit. Tout policier sait que, toujours et là-dessus unanimes, les forces de l'ordre haïssent le barbouzage des bas-fonds du pouvoir. Maladresse insigne de M. Macron, profond mépris ? Mauvais signe en tout cas.

Second symptôme inquiétant, la "Politique de la Ville" - dont la *topographie* importe tant pour la sécurité publique : c'est là où éclatent les émeutes. M. Macron survole un instant la chose... ébauche un "Conseil présidentiel des villes" ? Soudain, M. Borloo est renvoyé à sa niche ; depuis, indifférence et quasi-abandon.

Or les quartiers suivis par cette "Politique de la Ville" fournissent le terreau du crime organisé et du terrorisme ; sont la couveuse des hybrides entre terreur et crime, Mohamed Merah & co. Ne jamais quitter ce terreau des yeux, fonde la sécurité de la France.

Ce fondement est même philosophique : "Ne pas comprendre la nature d'un mal qui vous menace est une situation hautement périlleuse. Comment pourrait-on s'imaginer avoir triomphé de ce dont on n'a pas compris la nature ?" (François Fédier, *Entendre Heidegger*, 2008)

Tout cela, sur fond d'immigration hors-contrôle. Si l'islamisme est l'ennemi, comme disent MM. Macron, Darmanin, etc. il importe *forcément* que "notre" immigration provienne surtout de pays où sévit le fléau islamiste ; d'où sa propagande happe nos esprits faibles ou torturés, nichés dans ces quartiers perdus, où l'État ne contrôle presque plus rien. Or depuis 2017, rien d'officiel n'est dit là-dessus.

Descendons d'un cran maintenant, pour jauger notre appareil antiterroriste. Notre Direction générale de la sécurité intérieure n'est pas un réel service antiterroriste : elle suit toutes les menaces externes ciblant la France, dont l'espionnage sous toutes ses formes. Or si certaines de ses missions exigent le secret absolu et permanent... long cours et patience... infiltration de réseaux... retournement d'agents... la lutte antiterroriste exige, elle, des qualités et une *temporalité* radicalement antithétiques.

Au rythme où évolue un terrorisme toujours plus protoplasmique, l'exigence est ici l'agilité, la vision précoce, l'alerte subite. Image : comme au rugby, le ballon, vite extrait de la mêlée, doit passer comme l'éclair à qui marquera le but. Exiger d'une unique entité des qualités si antinomiques, c'est risquer qu'elle fasse tout à moitié bien. Coordonnant la lutte antiterroriste, M. Nunez juge le profil du djihadiste-assassin de Rambouillet "très difficile à suivre" : par qui, pourquoi ? Au fond, il fait le même diagnostic.

Remédier à cette difficulté est une prérogative souveraine. Mais si le souverain apprécie mal le problème, connaît mal son armée, il ne peut rien régler. Car bien sûr, à chaque timide reproche, après chaque échec, le service exige des moyens, des hommes, et crie au futur bain de sang ; il renforce encore sa forteresse - donc s'éloigne du terreau crimino-terroriste ci-dessus évoqué.

En France, le personnel de l'antiterrorisme, ses cadres, sont dans les meilleurs d'Europe. Leur longue et profonde expérience collective est inégalée. Le problème alors ? Chez nos voisins britanniques, un historien qualifia un jour cruellement le massacre des braves *Bobbies* de 1914-1918 du fait de généraux ineptes : "Des lions conduits par des ânes". Notre grand respect des institutions de l'État nous interdit bien sûr d'appliquer la formule au cas français - mais quand même, l'image est forte. ■